

## UN CONTEXTE QUI RESTE DIFFICILE EN 2004 POUR L'EMPLOI

Alors que l'année 2003 a été marquée en Haute-Normandie par un recul de l'emploi, l'année 2004 affiche un résultat moins défavorable mais encore fragile puisque les créations et disparitions d'emplois s'équilibrent. Fait marquant toutefois, c'est la progression de l'emploi non salarié qui permet à l'emploi régional total de se maintenir en 2004 alors que la baisse de l'emploi salarié entamée en 2003 se poursuit. L'économie régionale s'est pourtant montrée dynamique avec une croissance du produit intérieur brut de 4,3 % en 2004, soit deux fois plus forte que les trois années précédentes.

Les disparitions d'emplois sont concentrées dans l'industrie et se sont même accélérées en 2004. En effet, aux pertes d'emplois dans les secteurs traditionnels s'ajoutent des difficultés d'ordre conjoncturel dans des secteurs-phares de la région, tels que l'automobile ou la pharmacie-parfumerie. Les nouveaux emplois créés concernent essentiellement les activités tertiaires qui poursuivent leur déploiement, mais à un rythme moins rapide qu'au niveau national.

Au cours du premier semestre 2006, l'emploi salarié marchand progresse de 0,5 % en Haute-Normandie. Des signes encourageants perceptibles depuis plusieurs trimestres sur le front du chômage, se confirment également sur cette période.

Isabelle BIGOT  
Responsable de la division d'études  
« développement économique »

## S O M M A I R E

### EMPLOI

L'EMPLOI EN HAUTE-NORMANDIE  
L'emploi est resté stable en 2004 ..... 1

### ANALYSES CONJONCTURELLES

LE MARCHÉ DU TRAVAIL  
AU PREMIER SEMESTRE 2006 EN HAUTE-NORMANDIE  
Un premier semestre favorable  
à l'emploi salarié ..... 6

## L'EMPLOI EN HAUTE-NORMANDIE

EMPLOI

# L'emploi est resté stable en 2004

Isabelle BIGOT  
Anne-Marie DAVID

*La région Haute-Normandie compte 698 800 emplois au 31 décembre 2004 dont 647 300 salariés. Après deux années de croissance ralentie, suivies d'une baisse en 2003, l'emploi se stabilise en 2004. Alors que l'emploi salarié baisse de 0,1 %, l'emploi non salarié augmente de 1,4 %, et permet à l'emploi total de se maintenir. Cette stabilité résulte d'évolutions sectorielles contrastées. La construction et les services constituent les principaux gisements de nouveaux emplois alors que les effectifs industriels continuent de décliner.*

- 1,1 % en Lorraine.

La Haute-Normandie est l'une des régions dont l'emploi industriel accuse un net repli de 2,9 % contre 2,1 % en France métropolitaine. Cette évolution défavorable affecte toutes les régions du nord et de l'est, y compris l'Île-de-France. En revanche, l'emploi dans le commerce a augmenté plus favorablement dans la région (+ 0,6 %) qu'en moyenne dans les régions françaises (+ 0,3 %) et situe la Haute-Normandie en 7<sup>e</sup> place des évolutions.

L'évolution de l'emploi dans la construction est voisine du niveau français pour la Haute-Normandie. Ce sont les régions du sud et de l'ouest qui enregistrent les plus fortes hausses. Pour l'ensemble des services, la région se situe au 8<sup>e</sup> rang, avec une progression de 0,8 %, légèrement supérieure à la moyenne nationale.

### L'EMPLOI SALARIÉ BAISSÉ TRÈS FAIBLEMENT EN 2004

En 2004, 647 300 salariés travaillent en Haute-Normandie. La diminution de l'emploi salarié entamée en 2003 (- 0,4 %) se poursuit avec un léger repli de 0,1 % en 2004.

Dans la région comme en France, l'industrie continue à réduire son emploi salarié. La baisse est de - 2,9 % en

En 2004, la Haute-Normandie se place au 13<sup>e</sup> rang des régions métropolitaines, avec 698 800 emplois. L'emploi est stable par rapport à 2003, alors qu'il augmente de 0,2 % en France métropolitaine. Les régions de l'ouest et des côtes méditerranéennes sont les plus dynamiques avec une croissance de 0,5 % à 1,3 %. A l'inverse, dans l'est, la baisse de l'emploi reste marquée. Elle atteint - 0,8 % en Champagne-Ardenne et

### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI EN 2004

	Salariés		Non salariés		Ensemble	
	Effectifs	Évolution	Effectifs	Évolution	Effectifs	Évolution
Eure	183,7	-0,1	17,5	1,4	201,2	0,0
Seine-Maritime	463,6	-0,1	34,0	1,4	497,6	0,0
Haute-Normandie	647,3	-0,1	51,5	1,4	698,8	0,0
France métropolitaine	22 195,4	0,0	2 173,4	1,9	24 368,8	0,2

Source : INSEE - Estimations d'emploi au 31 décembre

Unités : millier, %

## ESTIMATIONS D'EMPLOIS SALARIÉS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Activités	Eure		Seine-Maritime		Haute-Normandie		France métropolitaine	
	2004 (p)	Évolution (%)	2004 (p)	Évolution (%)	2004 (p)	Évolution (%)	2004 (p)	Évolution (%)
<b>Agriculture, sylviculture, pêche</b>	<b>2 834</b>	<b>-1,5</b>	<b>4 503</b>	<b>1,5</b>	<b>7 337</b>	<b>0,3</b>	<b>335 056</b>	<b>-2,2</b>
<b>Industrie</b>	<b>48 536</b>	<b>-3,5</b>	<b>95 572</b>	<b>-2,7</b>	<b>144 108</b>	<b>-2,9</b>	<b>3 779 173</b>	<b>-2,2</b>
Industries agricoles et alimentaires	4 092	1,6	11 368	-0,7	15 460	-0,1	564 548	-1,6
Habillement, cuir	456	-15,2	616	-15,3	1 072	-15,3	95 241	-8,3
Édition, imprimerie, reproduction	2 716	3,4	2 084	-5,5	4 800	-0,7	191 780	-2,6
Pharmacie, parfumerie, entretien	6 189	-5,8	2 706	-13,2	8 895	-8,2	147 876	-0,5
Équipements du foyer	2 162	0,4	1 972	-2,4	4 134	-1,0	178 044	-3,2
Industrie automobile	703	-20,0	15 682	-3,2	16 385	-4,1	284 028	0,2
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1 302	-4,2	2 138	3,1	3 440	0,2	140 227	-0,8
Équipements mécaniques	4 723	-2,1	11 078	-2,2	15 801	-2,2	404 585	-1,8
Équipements électriques et électroniques	1 429	-5,7	4 072	-9,1	5 501	-8,2	214 161	-3,0
Produits minéraux	1 608	-3,5	5 366	-1,7	6 974	-2,1	156 063	-2,0
Textile	558	-4,1	816	-3,5	1 374	-3,8	87 469	-8,6
Bois et papier	3 005	-5,2	3 021	-4,7	6 026	-5,0	167 162	-2,8
Chimie, caoutchouc, plastiques	7 509	-2,4	13 214	-1,4	20 723	-1,7	327 998	-1,6
Métallurgie, transformation des métaux	5 940	-3,9	7 833	-1,6	13 773	-2,6	410 399	-2,9
Composants électriques et électroniques	5 184	-6,7	3 354	-3,6	8 538	-5,5	176 465	-3,1
Combustibles, carburants	0	-	3 893	-0,8	3 893	-0,8	26 575	-10,2
Eau, gaz, électricité	960	-0,5	6 359	0,3	7 319	0,2	206 552	0,4
<b>Construction (BTP)</b>	<b>11 280</b>	<b>1,9</b>	<b>29 479</b>	<b>1,6</b>	<b>40 759</b>	<b>1,7</b>	<b>1 278 456</b>	<b>1,9</b>
<b>Commerce</b>	<b>20 832</b>	<b>1,0</b>	<b>56 749</b>	<b>0,4</b>	<b>77 581</b>	<b>0,6</b>	<b>2 980 845</b>	<b>0,3</b>
Commerce et réparation automobile	3 856	0,1	8 243	0,6	12 099	0,4	424 868	-0,3
Commerce de gros	5 451	-0,8	15 311	0,7	20 762	0,3	968 517	-0,3
Commerce de détail, réparations	11 525	2,1	33 195	0,2	44 720	0,7	1 587 460	0,9
<b>Services</b>	<b>100 209</b>	<b>1,2</b>	<b>277 273</b>	<b>0,5</b>	<b>377 482</b>	<b>0,7</b>	<b>13 821 902</b>	<b>0,5</b>
Transports	7 398	0,6	33 517	0,1	40 915	0,2	1 054 826	0,0
Activités financières	2 988	2,7	12 039	2,8	15 027	2,8	703 123	0,4
Activités immobilières	1 306	10,1	5 519	1,0	6 825	2,6	268 483	0,2
Services aux entreprises	24 659	2,5	55 121	1,0	79 780	1,5	3 175 132	1,4
Postes et télécommunications	2 979	-3,1	8 358	-0,6	11 337	-1,3	510 918	-1,9
Conseil et assistance	6 376	6,2	17 891	2,2	24 267	3,2	1 224 295	2,4
Services opérationnels	14 050	2,5	28 534	0,7	42 584	1,3	1 292 997	1,8
Recherche et développement	1 254	-1,3	338	-1,7	1 592	-1,4	146 922	1,1
Services aux particuliers	13 172	2,0	34 373	1,6	47 545	1,7	1 889 794	1,1
Hôtels et restaurants	4 786	3,9	11 338	4,4	16 124	4,3	765 483	1,4
Activités récréatives, culturelles et sportives	1 570	1,0	5 395	-2,3	6 965	-1,6	339 519	-1,1
Services personnels et domestiques	6 816	1,0	17 640	1,1	24 456	1,1	784 792	1,9
Éducation, santé, action social	30 038	0,4	84 352	0,4	114 390	0,4	3 959 834	0,2
Éducation	14 038	-1,0	36 984	-1,6	51 022	-1,5	1 614 094	-2,5
Santé, action sociale	16 000	1,6	47 368	2,0	63 368	1,9	2 345 740	2,0
Administration	20 648	-0,1	52 352	-0,6	73 000	-0,5	2 770 710	-0,3
Administration publique	19 027	0,2	46 697	-0,4	65 724	-0,2	2 446 886	0,1
Activités associatives et extra-territoriales	1 621	-3,1	5 655	-2,8	7 276	-2,9	323 824	-2,8
<b>Toutes activités</b>	<b>183 691</b>	<b>-0,1</b>	<b>463 576</b>	<b>-0,1</b>	<b>647 267</b>	<b>-0,1</b>	<b>22 195 432</b>	<b>0,0</b>

Source : INSEE - Estimations d'emploi au 31 décembre  
(p) données provisoires

Unités : nombre, %

Haute-Normandie contre - 2,2 % sur le territoire métropolitain. Les baisses d'effectifs se poursuivent nettement dans les biens intermédiaires et dans les biens d'équipement. Les industries d'équipements électriques et électroniques d'une part et des composants électriques et électroniques d'autre part sont les secteurs les plus touchés, avec au total près de 1 000 disparitions d'emplois. Ces pertes sont concentrées dans le domaine de la téléphonie et dans un grand établissement de fabrication de matériel électromagnétique industriel qui connaît des difficultés importantes. Les effectifs de la construction automobile se replient de 4,1 % en 2004 après quatre années de hausse constante. Parmi les biens de consommation courante, les industries de la pharmacie, la parfumerie et l'entretien accusent une diminution de 8,2 %. Une partie de cette évolution (3 %) est imputable à une modification de structure (la reprise partielle par BASF du site de produits phytosanitaires de Rhône-Poulenc Biochimie). Certaines autres grandes unités ont perdu du personnel alors même qu'elles programmaient des investissements en technologie et bâtiments.

La construction bénéficie d'une conjoncture favorable et est en progression de 1,7 % dans la région contre + 1,9 % au niveau national.

Les activités tertiaires évoluent légèrement positivement, un peu plus que le niveau national. Le commerce montre cependant quelques signes d'essoufflement avec + 0,6 %, progression la plus faible enregistrée depuis dix ans. Ce sont essentiellement les services aux entreprises et aux particuliers qui contribuent à l'augmentation de 0,7 % des effectifs salariés de l'ensemble des services de la région. Ce taux n'est que de 0,5 % en France.

### DU DYNAMISME POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS NON SALARIÉS DANS LE TERTIAIRE

Au 31 décembre 2004, les travailleurs indépendants haut-normands sont 51 500 : 17 500 travaillent dans l'Eure et 34 000 en Seine-Maritime. Après plusieurs années de baisse, l'augmentation

## LES SERVICES AUX ENTREPRISES SONT EN EXPANSION DANS L'EURE

*Au 31 décembre 2004, l'emploi total dans le département de l'Eure s'élève à 201 200 dont 183 690 salariés. Par rapport à 2003, l'emploi salarié baisse de 0,1 %, soit une perte de 180 emplois pour l'ensemble des activités du département.*

*Le repli de l'emploi industriel se poursuit et est évalué à 1 760. Parmi les industries des biens intermédiaires, la fabrication des composants électriques et électroniques est le secteur le plus touché avec 350 disparitions d'emplois dont plus d'un tiers dans deux établissements en difficulté. Le secteur de la métallurgie, et de la transformation des métaux a également beaucoup licencié, avec notamment la fermeture d'un de ses grands établissements (Les Forges de Bourth Estampage). Dans l'industrie automobile, un cinquième des emplois sont supprimés, suite notamment à la fermeture d'un équipementier (Perfect Circle Europe). L'industrie automobile se sera séparée de plus de 700 salariés depuis 1999.*

*Le secteur de la parachimie, pharmacie, entretien perd plus de 350 salariés en 2004, après une période d'augmentation importante de l'emploi de 1997 à 2003. Dans ce secteur, les plus grands établissements procèdent à des compressions de personnel. En revanche, les investissements engagés ou en projet et les reconversions technologiques dans ce secteur indiquent son dynamisme et font penser à une baisse d'emploi passagère.*

*Les industries agricoles et alimentaires et l'édition, imprimerie, reproduction sont les seuls secteurs industriels à créer des emplois dans l'Eure.*

*Dans le bâtiment la bonne conjoncture se poursuit et la main-d'œuvre s'accroît encore de 1,9 % en 2004. L'évolution du personnel salarié du commerce est également favorable, grâce aux embauches opérées dans le commerce de détail et la réparation. Par contre, le commerce de gros, bien implanté dans le département de l'Eure, a réduit ses effectifs en 2004.*

*L'emploi dans le transport évolue peu. Il est très lié au commerce de gros par la logistique des grands groupes de distribution, également bien implantés dans le département du fait de sa proximité avec l'Île-de-France.*

*L'évolution de l'emploi dans les services est très nettement plus favorable que dans le département de la Seine-Maritime et qu'en France. Les services aux entreprises évoluent de 2,5 % en 2004 et sont à l'origine de plus de 600 emplois, soit la moitié des emplois engendrés par l'ensemble des services. Les effectifs du secteur conseils et assistance destinés aux entreprises augmentent de 6 %. Les services opérationnels (incluant l'intérim) ont fait appel à plus de personnel que l'année précédente. Le secteur de la santé et de l'action sociale est en développement et offre 260 emplois supplémentaires.*

## SEINE-MARITIME : ESSOR DE L'EMPLOI DANS LA SANTÉ ET L'ACTION SOCIALE

*L'emploi total de Seine-Maritime est estimé à 497 600 dont 463 600 salariés en 2004. Comme dans l'Eure, les effectifs salariés diminuent de 0,1 % en un an, ce qui représente 385 postes en moins.*

*Le recul de l'emploi industriel s'est accéléré : - 2,7 % en 2004 après - 1,7 % en 2003 et - 0,6 % en 2002. Les secteurs industriels emploient 2 600 salariés de moins qu'en 2003 et 4 700 emplois ont disparu dans ces secteurs depuis fin 2000.*

*L'année est marquée par les baisses d'emplois dans la construction automobile : plus de 500 emplois sont supprimés en 2004, alors que l'activité en avait créé plus de 1 800 durant les quatre années précédentes. Les effectifs diminuent particulièrement au troisième trimestre. Le plus grand établissement de la région, l'usine Renault de Sandouville, réduit son personnel.*

*Dans le secteur de la pharmacie, parfumerie, entretien, l'emploi a baissé de 13,2 % en 2004 en raison de la scission d'un établissement en deux unités de plus de 300 salariés chacune, l'une gardant l'activité principale de fabrication de produits pharmaceutiques et l'autre prenant celle de fabrication de produits agrochimiques. Ce changement d'activité explique la baisse plus limitée des effectifs du secteur chimie, caoutchouc, plastique cette année : - 1,4 % au lieu de - 2,1 % en 2003 et - 3,2 % en 2002.*

*Dans les biens d'équipement, la décroissance des effectifs est vive mais moins alarmante qu'en 2003. Le secteur des*

*équipements mécaniques est marqué par une fermeture d'entreprise (Vigor-Seux en novembre 2004). Dans le secteur de la fabrication d'équipements électriques et électroniques, les pertes d'effectifs atteignent - 9 %. Elles sont liées à un transfert d'établissement (Owertec) ainsi qu'à de nombreuses contractions de personnel.*

*La croissance de l'emploi dans la construction est de 1,6 % pour atteindre 29 480 emplois. L'emploi dans cette activité est à son niveau le plus haut depuis 1991. Grâce à une meilleure conjoncture, les effectifs du commerce évoluent de + 0,4 %.*

*La croissance des emplois de services est très modérée en Seine-Maritime : 0,5 % comme pour la France métropolitaine. L'ensemble des services gagne 1 470 salariés, gains principalement dus aux services aux entreprises (+ 1 %) et aux services aux particuliers (+ 1,6 %). Chacun de ces deux secteurs crée plus de 500 emplois en 2004. Les créations d'emplois salariés interviennent surtout dans les activités de conseil et d'assistance. Au sein des services aux particuliers, les hôtels et restaurants sont particulièrement dynamiques en termes d'emploi avec une augmentation de + 4,4 % contre + 1,5 % en France.*

*Pour les services administrés, seuls les emplois des secteurs de la santé et de l'action sociale sont en croissance : dans un contexte de vieillissement de la population et de développement des aides à domicile, ils sont à l'origine de 940 nouveaux emplois. En revanche, l'éducation perd plus de 600 emplois. Les administrations et les activités associatives en perdent 350.*

de l'emploi non salarié est exceptionnelle en 2004 (+ 1,4 %), en partie grâce aux créations d'emploi dans le tertiaire ; cette augmentation de l'emploi non salarié est toutefois moins élevée qu'au niveau national (+ 1,7 %). Il retrouve ainsi un niveau proche de celui atteint fin 2001.

Dans la construction, les emplois non salariés augmentent de 1,5 %, mais dans de nombreuses régions l'évolution est supérieure, en particulier dans le sud-est. En France métropolitaine, elle est de 2,2 %.

Les services sont attractifs pour les créateurs d'entreprises, ce qui permet de générer de nouveaux emplois non salariés. Leur nombre est évalué à près de 600 dans les services en 2004, soit une progression de 2,9 %. Cette évolution est très moyenne par rapport aux autres régions, mais est plus importante que les années précédentes. Ainsi, le solde positif de 2004 ne fait-il que combler les pertes subies depuis 2001. L'emploi non salarié du commerce est dynamique en Haute-Normandie avec une progression de 2,2 % en 2004 (après 1 % en 2003), supérieure à l'augmentation nationale de 1,6 %.

La diminution d'exploitants agricoles est limitée en 2004. L'emploi non salarié industriel baisse de 1,1 % en 2004, après - 1,8 % en 2003. Cette évolution est relativement plus modérée que pour l'emploi salarié en Haute-Normandie, comme d'ailleurs dans la plupart des régions. □

## L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ HAUTE-NORMAND EST PLUS MODÉRÉE DEPUIS 2000

Entre 2000 et 2004, l'emploi salarié haut-normand a augmenté de 0,8 %, comme en Basse-Normandie et dans le Nord-Pas-de-Calais. Les régions Rhône-Alpes et de toute la façade atlantique ont un développement beaucoup plus dynamique avec une progression de l'emploi de 2,1 % à 4,1 % en quatre ans. L'évolution est de plus de 6 % dans le Midi, alors qu'au niveau national, l'emploi salarié n'augmente que de 1,8 %.

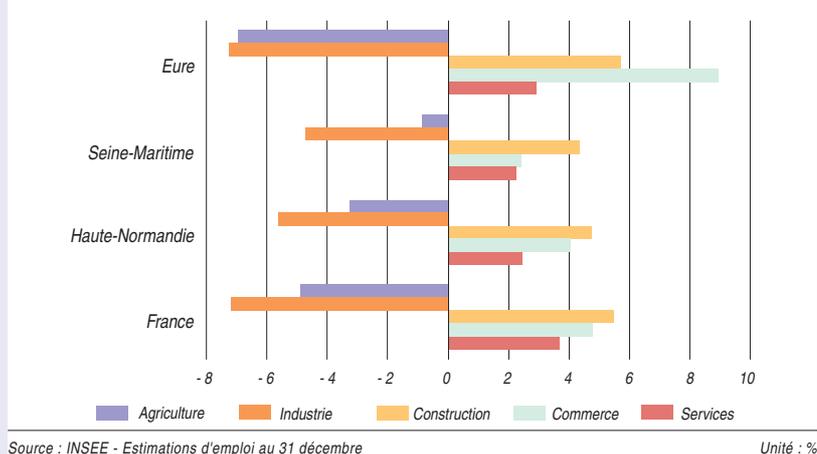
L'industrie française continue de supprimer des emplois chaque année depuis 2001. La baisse est de l'ordre de 2 % par an depuis 2002.

En Haute-Normandie, l'emploi industriel baisse chaque année un peu plus : - 1,1 % en 2002, - 2 % en 2003 et - 2,9 % en 2004. La baisse est de 5,6 % entre fin 2000 et fin 2004, soit plus de 8 500 emplois salariés supprimés dans l'industrie régionale en quatre ans. La région figure cependant parmi celles qui résistent le mieux au nord de la Loire. En effet, la baisse de l'emploi industriel est encore plus importante au niveau national puisque 7,2 % des emplois salariés de l'industrie française ont disparu (293 000 emplois en moins) au cours de la même période.

La création d'emplois dans les secteurs de services se poursuit en France, avec moins de vigueur en 2003 et 2004. Au total, entre 2000 et 2004, les emplois de services ont augmenté de 3,7 % soit 496 000 emplois de plus. Sur quatre ans, l'évolution régionale de l'emploi tertiaire reste cependant inférieure à la moyenne française. L'évolution de l'emploi dans les services marque une inflexion : l'emploi augmente moins rapidement depuis 2000 qu'entre 1996 et 2000, en Haute-Normandie comme au plan national.

L'évolution du secteur haut-normand de la construction depuis 2000 est aussi assez proche de celle de l'ensemble du territoire : + 4,7 % contre + 5,5 %.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DE 2000 À 2004



## Les zones d'emploi de Haute-Normandie en 2004

Catherine JEAN

**La situation de l'emploi est favorable pour près de la moitié des zones de la région. Le Havre et Lillebonne bénéficient d'une belle embellie. Une majorité des zones d'emploi compensent les pertes des emplois industriels par les gains obtenus dans les secteurs de la construction, du commerce et des services.**

Après une année 2003 morose, la situation de l'emploi s'améliore en 2004 pour six zones d'emploi ; les autres subissent de moindres pertes d'effectifs.

Les deux zones d'emploi qui dégagent un solde positif significatif sont Lillebonne (1 %) et Le Havre (0,7 %).

Les gains d'effectifs sur la zone de Lillebonne (250 postes) proviennent principalement du commerce de détail et réparation, commerce de gros et des services, tels que les activités de conseil et d'assistance. Ils permettent, avec le maintien du secteur de l'industrie, de contreba-

L'EMPLOI TOTAL EN 2004 PAR ZONE D'EMPLOI

Zone d'emploi	Emploi salarié	Emploi total
Rouen	271 642	290 738
Le Havre	133 528	141 724
Évreux	63 852	69 416
Dieppe	34 077	37 301
Vernon	30 481	32 967
Lillebonne	24 225	25 933
Bernay	18 449	21 052
Vallée de la Bresle	17 061	18 893
Pays de Bray	12 764	14 504
Pont-Audemer	12 244	14 065
Fécamp	11 212	12 345
Verneuil-sur-Avre	10 292	11 479
Gisors	7 439	8 383
<b>Haute-Normandie</b>	<b>647 266</b>	<b>698 800</b>

Source : INSEE - Estimations d'emploi

Unité : emploi

lancer largement les pertes du secteur de la construction.

Le Havre a redressé la situation de 2003 en gagnant un millier de postes, grâce essentiellement aux services. Avec Lillebonne, c'est la zone qui augmente le plus ses effectifs salariés dans le secteur des services. Dans une moindre mesure, le commerce de détail et la construction contribuent à la bonne tenue de l'emploi havrais. En revanche, l'industrie accuse encore des pertes d'emploi par rapport à 2003. Cinq cents emplois disparaissent principalement dans les secteurs de l'industrie automobile et des biens intermédiaires.

Les zones d'emploi du Pays de Bray, de Pont-Audemer et de Vernon bénéficient d'une très légère reprise. Verneuil-sur-Avre maintient son niveau. Mais ce sont 300 emplois salariés industriels que perdent ces quatre zones.

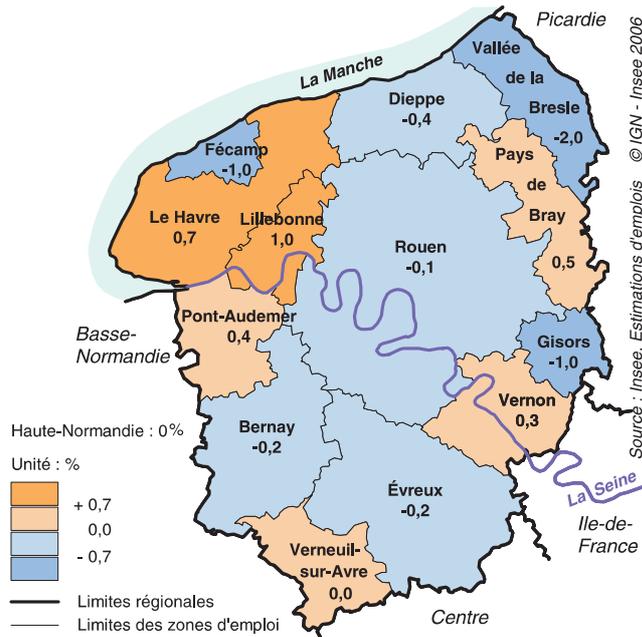
Le Pays de Bray bénéficie d'une légère augmentation d'emploi (+ 0,5 %), grâce à la bonne position des secteurs du commerce de détail et de la construction. Pont-Audemer, présente un profil à peu près identique, avec une croissance d'emplois de 0,4 %. Vernon doit sa légère reprise aux services, essentiellement dans le secteur du conseil et assistance, soit 200 salariés.

La reprise dans la construction et les services de la zone de Rouen permettent tout juste de freiner la baisse globale de - 0,1 %, entraînée par les pertes de 1 600 emplois industriels.

L'emploi subit un repli de - 0,2 % dans les zones d'Evreux et de Bernay. Les plus fortes pertes sont subies dans l'industrie, particulièrement sur la zone d'Evreux, à hauteur de 900 emplois. Elles affectent surtout les secteurs des biens intermédiaires et des biens de consommation.

Dans la zone de Bernay, les secteurs de la pharmacie, parfumerie, entretien,

## ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL EN 2004



de la chimie, caoutchouc, plastique et des produits minéraux portent l'essentiel des disparitions d'emplois.

Une bonne reprise du commerce pour la zone de Bernay et de la construction pour la zone d'Evreux, n'ont pu compenser ces pertes.

Seul un léger frémissement a touché le secteur du commerce de la zone de Dieppe qui perd ainsi - 0,4 % du total de ses emplois.

Les zones les plus touchées par les pertes d'emplois sont les zones de Fécamp et Gisors avec une baisse de - 1,0 %, et la Vallée de la Bresle qui perd 2 % de ses emplois.

La zone d'emploi de Fécamp a la particularité d'afficher l'évolution de l'emploi salarié la plus favorable de toutes les zones dans l'industrie et la moins dynamique dans la construction, le commerce et les services.

Si le commerce est toujours en bonne place dans la zone de Gisors, celle-ci perd proportionnellement le plus d'emplois industriels, soit 150 emplois salariés.

Zone à prépondérance industrielle, la Vallée de la Bresle, voit ce secteur régresser de - 6 %, particulièrement dans les secteurs des équipements électriques et électroniques et des produits minéraux. Malgré une bonne progression de l'emploi salarié de la construction, la zone perd 400 emplois. □

## LE LITTORAL RECLE

Un quart du littoral métropolitain (soit 1 720 km de côtes) subit l'érosion et recule, alors que 44 % des côtes sont stables et seulement 10 % sont en extension (le reste du littoral est composé de zones figées artificiellement ou non étudiées). Ce constat est le même en Europe où 20 % du littoral s'érode sur 20 000 km de côtes. Les pays les plus affectés sont la Pologne (55 % du littoral) suivi de Chypre (38 %) et de la Lettonie (33 %).

L'érosion est assez généralisée sur le littoral de la Manche et de la Mer du Nord. Hors ports et digues, 85 % des côtes du Pas-de-Calais et 92 % des falaises crayeuses de Seine-Maritime reculent alors que la moyenne métropolitaine est de 31 %. Sur la Côte d'Albâtre en Seine-Maritime, le recul moyen des falaises sur la période 1947-1995 est de 0,2 à 0,5 m par an entre Saint-Valéry-en-Caux et Berneval et de 0,6 à 1,2 m à Criel-sur-Mer entre 1985 et 1998.

**Un quart du littoral recule du fait de l'érosion / Institut français de l'environnement. - In : Le 4 pages IFEN. - N° 113 (2006, sept.)**

## LES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN HAUTE-NORMANDIE

Entre 2000 et 2005, le nombre d'exploitations professionnelles a diminué de 13 % en Haute-Normandie, la baisse est de 12 % au niveau national. Sur la même période, la Superficie Agricole Utilisée (SAU) moyenne des exploitations de la région a progressé de 12 hectares (ha) : elle est de 114 ha dans l'Eure et de 92 ha en Seine-Maritime, ce qui place la Haute-Normandie au 6<sup>e</sup> rang des régions françaises.

En 5 ans, le nombre de producteurs de blé a diminué de 13 %, mais la surface totale reste stable.

En revanche, la diminution des cultures d'orge et de betteraves industrielles se confirme ; le maïs fourrage et surtout le lin connaissent une forte progression. Ainsi, la surface dédiée au lin a augmenté de 43 %. Cette culture se développe particulièrement dans l'Eure.

Le nombre d'éleveurs est également en diminution dans toutes les productions animales. La baisse est plus forte dans l'Eure : ce département a ainsi perdu 27 % des élevages laitiers en 5 ans.

**Premiers résultats de l'enquête structure 2005 en Haute-Normandie / Direction Régionale et Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ; Michel Delacroix. - In : Agreste conjoncture Seine-Maritime. - (2006, juil.-août) ; 4 p.**

## ACCIDENTS ET MALADIES PROFESSIONNELLES EN 2005

Le nombre des accidents de trajet domicile-travail est en augmentation par rapport à 2004 mais le nombre de journées indemnisées diminue ainsi que le taux des incapacités permanentes. Le nombre de décès sur la route s'élève à 29 en 2005 pour le trajet. Les accidents de circulation restent la première cause de mortalité professionnelle.

En 2005, 4 000 maladies professionnelles ont été reconnues. Ce chiffre a été multiplié par plus de cinq en dix ans, principalement du fait de l'augmentation des maladies périarticulaires. Ces dernières représentent 1 710 cas en 2005 ; leur nombre a été multiplié par cinq en dix ans. Les maladies dues à l'amiante sont passées d'une centaine de reconnaissances en 1991 à 1 575 en 2005.

Pour la première fois les dépenses concernant les maladies professionnelles sont supérieures à celles concernant les accidents de travail, respectivement 177 millions d'euros contre 166 millions d'euros.

**Les risques professionnels en Normandie : statistiques 2005 / CRAM de Normandie. - (2006, août) ; 102 p.**

Nelly LANNEFRANQUE  
Corinne MARISSIAUX